

Pro-Atom-EU

Safety first, so das Argument der EU-Kommission, die am Mittwoch den Entwurf für ein Gemeinschaftskonzept für nukleare Sicherheit vorstellte. In jedem EU-Land soll dem Vorschlag nach eine Atomaufsichtsbehörde eingerichtet werden. Je eine Richtlinie würde die Reaktorsicherheit und die Entsorgung radioaktiver Abfälle einheitlich für alle EU-Staaten regeln. Insbesondere aufgrund der bevorstehenden Erweiterung der Europäischen Union sei es notwendig, diese Lücke in der Gesetzgebung der Union zu schließen, so Energie- und Transport-Kommissarin Loyola de Palacio.

Als "Täuschungsmanöver" und "massives Hilfsprogramm für die unrentable europäische Atomwirtschaft" bezeichnete hingegen die Fraktion der Europäischen Grünen den Vorstoß der Kommission. Nicht die geplanten Sicherheitsmaßnahmen sondern die vorgeschlagene Aufstockung der Euratom-Kredite von vier auf sechs Milliarden Euro sind den Grünen ein Dorn im Auge. Das Geld würde keineswegs wie behauptet in die Verbesserung von Sicherheitsstandards, sondern in die Erhöhung der Produktivität der Atomanlagen gesteckt. Diese "Subventionierung der Atomenergie" stelle, so Claude Turmes, der Luxemburger Abgeordnete von Déi Gréng, eine "Wettbewerbsverzerrung gegenüber den erneuerbaren Energien" dar.

Palestine, ici et là-bas

La pétition lancée par le "Comité pour une paix juste au Proche-Orient" a été remise mardi dernier à la ministre des Affaires étrangères. Le Comité indique que cet appel à la création d'un Etat palestinien souverain et stable a recueilli 2.543 signatures. Lundi prochain à 20 heures, le Comité se réunira au "Circolo" pour regarder une vidéo sur une mission d'observation italienne en Palestine. Mercredi 13 enfin, à 20 heures, Bichara Khader tiendra une conférence au "Sang a Klang" sur invitation de "Iwerliewen fir bedreete Völker".

Signalons également un rapport de l'ONG de défense des droits de l'homme "Human rights watch" (HRW) sur le problème des attentats-suicides palestiniens. HRW a de nombreuses fois critiqué l'Etat d'Israël. Cependant l'ONG écrit qu'en termes de droit international, des attentats contre des civils ne sont justifiés ni par les exactions contre des civils palestiniens, ni par le caractère illégal des colonies israéliennes. Ils constitueraient des crimes contre l'humanité, et les chefs du Hamas, du Jihad et du FPLP devraient être poursuivis. Quant à Arafat, HRW estime que sa passivité lui confère une responsabilité politique mais non pas pénale.

www.hrw.org/reports/2002/isrl-pa

Große Mehrheit für Homoeh

Wäre doch Jean-Claude Juncker nur an diesem Abend dabei gewesen. Beim Parteien-Rundtischgespräch "Homosexuell Koppelen: (K)eng Zukunft zu Lëtzebuerg?", das die Schwuleninitiative Rosa Lëtzebuerg am vergangenen Dienstag in der Victor-Hugo-Halle organisiert hatte, wurde eines sehr schnell klar: Der neue Gesetzesentwurf der Regierung zu "bestimmten Lebensgemeinschaften" ist keineswegs so fortschrittlich wie Juncker ihn gerne vorstellt. Claude Wiseler, zuständiger Rapporteur der CSV jedenfalls musste sich immer wieder Kritik für den Entwurf gefallen lassen und zwar nicht nur von den Oppositionsparteien Déi Gréng, Déi Lenk und LSAP, sondern auch vom eigenen Koalitionspartner. Der DP-Abgeordnete Xavier Bettel sagte, seine Partei stehe voll hinter der Öffnung der Ehe für gleichgeschlechtliche Paare, eine Frage, die die CSV lieber nicht diskutieren will. Bettel hatte gut reden: Im Wahlkampfprogramm seiner Partei steht nichts über den angeblich großen Konsens in der Frage homosexueller Lebensgemeinschaften drin. Ergo werde man die Koalitionsfrage auch gar nicht stellen müssen, argumentierte Bettel strategisch sehr durchsichtig. Das Votum des Publikums zum "richtigen" Gesetz fiel übrigens eindeutig aus: zugunsten einer Öffnung der Ehe und der Adoption mit allen Rechten und Pflichten.

BUDGET CULTUREL 2003

Kim Il Cult se renforce

Le monopole étatique dans le domaine de la culture atteint des dimensions inquiétantes. Avec seulement 5,5 pour cent du budget "culture" alloués aux forces vives, on est proche de la Corée du Nord.

(roga) – De même que dans le domaine de la coopération, le Luxembourg se profile, à première vue du moins, comme le champion des investissements culturels: le budget global passe de 67,6 millions d'euro en 2002 à 75 en 2003, soit une progression de 11,2 pour cent. Par ailleurs, la culture atteint une part dans le budget de 1,16 pour cent, soit le double de celle de 1990.

La culture est nationalisée

Evidemment, il y a lieu de regarder de plus près les éléments de cette performance. D'abord, force est de constater que cette progression est à la fois due à la consolidation des instituts culturels existants de l'Etat et à la dotation plus que généreuse de nouveaux établissements publics ... dont certains n'existent qu'à l'état virtuel de préfiguration.

Premier cas, l'éternelle cacophonie dans le financement de l'orchestre philharmonique. L'on se souvient qu'en 1995, la nationalisation de l'orchestre de RTL avait été agrémentée par un budget raisonnable de 260 millions de LUF, les fonds manquants devant être apportés par le mécénat privé. Illusions perdues: le budget de l'orchestre philharmonique passe de huit millions - d'euro! - en 2002 à dix en

2003. Faute de sponsors, on dépasse donc le budget fixé par la loi de 1995 de 60 pour cent. Pour cela, le parlement devra une fois de plus rapidement voter un amendement de cette loi.

Plus personne ne conteste le besoin de consolidation de l'orchestre. Mais quand la ministre, dans une interview récente dans "kulturissimo/tageblatt", invite les petites associations à renforcer leurs budgets par un apport de sponsors – que même les éléphants étatiques cherchent désespérément – il n'est pas étonnant qu'une profonde amertume envahit le milieu des personnes bénévoles qui, depuis des années, se sont prosternées devant une administration anonyme pour mendier quelques ridicules subsides.

Et la série des boulimies étatiques continue. Tandis que les quatre radios dites régionales doivent survivre au minimum d'existence, la radio 100,7 voit passer ses crédits à presque 3 millions d'euro, soit 40 fois le budget de Radio ARA. Malgré le manque latent de pierres de Bourgogne, ce ne sont pas les briques d'euro qui font défaut au virtuel musée Pei. En 2003 la fondation "Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean" n'encaissera pas moins de 3,6 millions d'euro pour ses activités en con-

tainer. Les très virtuels Centre Neumünster (1,1 million) et Salle de concerts (450.000) figurent à nouveau au budget 2003. Lorsque ces structures fonctionneront, les crédits passeront à huit ou dix millions respectivement.

Et la culture des forces vives? Le poste budgétaire "conventions avec les associations socio-culturelles" passe de 2,3 à 3,3 millions, un plus de 50 pour cent. Alors, pourquoi se lamenter? Hélas, si l'on fait le compte des reports de subventions aux associations socio-culturelles (dont les crédits sont réduits de moitié), on n'aboutit qu'à une augmentation de 157.000 euro.

Enfin, si l'on tente une estimation approximative des subventions allouées par l'Etat au secteur privé, notamment au bénéfice des associations socio-culturelles et des artistes indépendant-e-s, on arrive à 4,1 millions, soit 5,5 pour cent - des miettes! Cette part était de 8 pour cent en 2000.

En 1995, la ministre avait annoncé que l'Etat devrait progressivement se retirer des activités culturelles et comprendre sa mission comme étant celle d'encourager et de soutenir le secteur privé et associatif. En réalité, c'est l'inverse, et à l'instar de la Corée du Nord, la culture tend à devenir un monopole d'Etat au service des rêves d'éléphant de la nomenclature au pouvoir.

COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

L'anti-Ben Laden

"Grâce à vous ça bouge" - c'est le thème d'une campagne publicitaire que vient de lancer le Gouvernement.

(ergué) - En 2001 le Luxembourg a dépensé presque un euro par jour et par habitant pour l'aide publique au développement (APD), un niveau qu'aucun autre pays du monde n'avait atteint auparavant. Le montant global de l'aide représentait quelque 157 millions d'euros, soit 0,82 pour cent du produit intérieur brut (PIB). Ensemble avec le Danemark, la Norvège et les Pays-Bas le Luxembourg forme désormais un peloton de tête qui dépasse les fameux 0,7 pour cent retenus dans une résolution de l'ONU de l'an 1970 demandant à l'ensemble des pays industrialisés d'allouer ce pourcentage du PIB à l'APD.

Depuis le milieu des années 1980 le Luxembourg s'est lancé dans une course sans pareil pour améliorer sa politique d'aide au développement en faveur des pays du Tiers monde: il y a 20 ans l'APD ne dépassait guère les 0,1 pour cent du PIB. A l'époque les responsables justifiaient leur peu d'engagement par le fait que le Luxembourg n'avait jamais eu de colonies et que, de ce fait, aucune "dette envers le Tiers Monde" n'existait vraiment. ⁽¹⁾ Non seulement cette vue des choses ne correspondait pas à la réalité - beaucoup de Luxembourgeois étaient impliqués dans la conquête coloniale, notamment à travers le Congo belge -, mais elle ignorait complètement le fait que le Luxembourg des années 1970-80 appartenait déjà à la dizaine de pays les plus riches par tête d'habi-

tant et que son effort de solidarité avec le Sud était des plus lamentables.

C'est le terme utilisé par Jean-Claude Juncker, Premier Ministre et Ministre des Finances, lorsque celui-ci a présenté, la semaine dernière, ensemble avec le Ministre de la Coopération, Charles Goerens, une campagne de sensibilisation pour l'aide au développement. Parlant du bilan de deux décennies de politique de coopération luxembourgeoise, Juncker dit avoir lancé lui-même à l'époque le défi d'augmenter continuellement l'APD luxembourgeoise, dès son ascension au poste de Ministre du Budget.

Mission accomplie?

En termes absolus l'augmentation qu'a connue l'APD est encore plus impressionnante: Si en 1980 elle atteignait environ 280 millions de LUF, elle devrait s'élever en 2003 à un montant du même ordre de grandeur (quelque 200 millions) - exprimés cette fois-ci en euros! "Huit milliards de francs luxembourgeois, auquel il faut ajouter les efforts privés", comme le souligne Charles Goerens.

D'un point de vue quantitatif le Luxembourg n'a donc plus besoin d'avoir mauvaise conscience. Et nos ministres, lorsqu'ils assistent à différentes réunions internationales, peuvent affirmer avec une certaine fierté que le petit Grand-Duché a fait ses devoirs. Mais alors pourquoi lancer une vaste campagne de sensibilisation?

"Ce n'est pas parce qu'on craint qu'en période de crise, le public serait moins enclin à accepter que des milliards d'aide soient envoyés dans le Sud", af-

firme le Ministre de la Coopération. Pour le prouver il cite une motion de la Chambre des Députés qui invite le gouvernement à lancer une telle campagne et qui date de bien avant le début de l'actuelle crise économique. La campagne elle-même a été commanditée en début d'année - qu'elle débute au moment où les chiffres de croissance pour 2001 sont revus à la baisse est donc un pur hasard.

Mais ce serait quand même un hasard plutôt heureux, car une enquête qualitative auprès d'un public choisi au hasard aurait montré que l'APD est bien acceptée en public, mais que la plupart des gens ne veulent pas qu'elle se fasse au détriment de l'action sociale chez nous. D'où le souci du ministre d'expliquer à travers la campagne les objectifs et les succès de l'aide accordée par le Luxembourg.

Une aide qui n'est pas sans profit pour nos sociétés. "Là où la solidarité n'est pas ressentie, on peut voir à quoi cela mène, comme par exemple au Sénégal, où j'ai vu des gamins se promener avec un t-shirt de Ben Laden sur les épaules...", affirme Goerens tout en déplorant que l'Union Européenne s'est pratiquement retirée de son rôle de leader en matière de coopération au développement.

⁽¹⁾ Christian Delcourt, *L'aide publique au développement du tiers monde, prêtée par le Grand-Duché de Luxembourg, mémoire scientifique, 1980.*